

Création d'emploi

Les députés le savent, un groupe de travail spécial vient de publier son rapport. Il s'agit d'un document de travail qui renferme certaines recommandations que je n'appuie pas, mais j'espère qu'avec la collaboration de tous les députés il sera possible de redresser ces injustices lorsque nous serons saisis du projet, l'année prochaine.

Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration peut, de diverses façons, aider les travailleurs qui sont mis à pied. Permettez-moi d'en décrire deux. Le fabricant de jeans Blue Bell avait deux usines, l'une à Renfrew et l'autre à Carleton Place, en Ontario. Lorsqu'elles ont fermé leurs portes, plus de 100 personnes se sont trouvées sans travail. Les agents d'AC du Centre d'emploi du Canada se sont immédiatement mis au travail. Suivant les procédures ministérielles normales, ils ont interrogé toutes les personnes licenciées. Je vois que les députés du Nouveau parti démocratique ne s'intéressent pas aux chômeurs, parce qu'ils rient et s'esclaffent.

Ces entrevues ont fait diverses choses. La première chose dont la plupart des gens se préoccupent, c'est la façon dont ils vont payer leur prochain loyer. Sur place, les agents d'AC effectuent les premiers travaux d'écritures pour les réclamations d'AC, afin que les travailleurs puissent recevoir une aide financière le plus rapidement possible et se mettre à la recherche d'autres emplois.

Trouver des emplois pour ces personnes, c'est l'autre volet de ces entrevues, monsieur l'Orateur. Certains travailleurs ne veulent pas se déplacer. Il faut connaître l'expérience qu'ils ont acquise et leurs qualifications, et voir si un stage de formation pourrait leur être utile. Les réponses à ces questions permettent aux conseillers en emploi d'aider ceux qui ont été licenciés dans leur recherche de travail. Le ministère et le gouvernement ne se contentent pas de leur donner quelques dollars en leur souhaitant bonne chance. Le gouvernement prend au sérieux le devoir qu'il a de les aider à rester productifs dans la société. Il s'acquitte de ce devoir de façon d'abord provisoire, avec les prestations d'assurance-chômage, puis permanente en les aidant à trouver un nouvel emploi.

Un exemple plus frappant encore nous en est fourni pas Stephenville, à Terre-Neuve, où la société de carton de revêtement a traversé des difficultés en 1977 et a dû être rescapée. Le départ de la base de l'armée de l'air américaine a fait périliciter le volume d'affaires et cela a entraîné plus de 500 pertes d'emplois. Cette fois encore, le Centre d'emploi du Canada a appliqué la même méthode. Chaque personne licenciée a été interrogée, pour voir si elle avait droit à l'assurance-chômage et aux programmes d'emploi, par exemple l'aide à la mobilité et à la formation. Les renseignements ainsi recueillis ont servi à prospecter divers centres d'emploi et les grands employeurs. De la sorte, la plupart des chômeurs ont trouvé du travail, et la collectivité a survécu.

On peut dire en post-scriptum que cette collectivité a maintenant la possibilité de prospérer. Abitibi-Price a acheté la vieille entreprise de carton et va ouvrir une usine de papier. Il est certain que les licenciements ne peuvent être évités, et les députés d'en face devront s'y faire comme nous.

Le bilan du gouvernement témoigne de l'usage qu'il fait de programmes complexes d'assurance-chômage et d'emploi pour aider les particuliers à surmonter les répercussions sociales des mises à pied.

Il y a également les mesures spéciales de création d'emplois qui visent à faire face aux mises à pied temporaires. J'aimerais parler pendant quelques instants d'un certain nombre de décisions prises par le gouvernement dans le domaine de la création d'emplois. Les décisions directes prises par le cabinet auront pour effet de créer des emplois et d'assurer la prospérité de nombreuses localités dans tout le pays. Le député de Hamilton Mountain n'en a pas parlé, cependant. Il préfère garder le silence à ce sujet, car c'est un oiseau de mauvais augure. La société Michelin, en Nouvelle-Écosse, a été financée par le gouvernement du Canada. A la fin de ce programme, elle aura créé quelque 1,850 emplois; voilà une réalité, monsieur l'Orateur.

Des voix: Bravo!

M. Dingwall: Michelin emploiera 5,200 personnes en Nouvelle-Écosse, devenant ainsi le plus gros employeur de l'industrie de la fabrication dans la région atlantique. L'usine doit entrer en service en juillet 1982.

Le gouvernement du Canada a également pris une autre décision concernant la société Sydney Steel. Ce n'est pas dans ma circonscription, mais ce n'est pas loin. Une somme importante, 96.2 millions de dollars, a été offerte à cette société pour moderniser ses installations. Cela crée des emplois, et malgré les allusions des néo-démocrates, malgré toutes leurs belles paroles, c'est une réalisation concrète, et ils devraient l'admettre. Mais les néo-démocrates sont pessimistes avant tout.

Il y a d'autres décisions dont j'aimerais parler brièvement car il importe, à mon avis, que tous les députés les connaissent, et pas simplement les gauchisants de l'autre côté.

• (1750)

Le programme d'adaptation de l'industrie et de la main-d'œuvre, très bon programme, a fourni 350 millions de dollars. Ce programme est appliqué dans quatre localités où le chômage est élevé, localités à qui le gouvernement du Canada verse directement des fonds d'aide spéciale. Quatre ministères de l'État participent à cette initiative: le MEER, le ministère de l'Industrie et du Commerce, celui de l'Emploi et de l'Immigration et celui des Finances. Il faudrait, selon moi, que les députés soient au courant de ces programmes, qu'on les dépose et que tous reconnaissent ce fait.

Le projet d'aménagement du détroit de Canso est une autre initiative qui doit avoir lieu en Nouvelle-Écosse. Il y a quelques centaines d'autres projets dans tous le pays, mais je ne parle que de ceux de la Nouvelle-Écosse. Le gouvernement a accordé 3.2 millions de dollars supplémentaires dans le cadre de l'entente auxiliaire Canada-Nouvelle-Écosse pour l'aménagement de la région du détroit de Canso. Cette initiative va elle aussi créer des emplois.

Une voix: L'entreprise privée crée-t-elle aussi des emplois?

M. Dingwall: Bien entendu, nous savons tous quelle est la position du Nouveau parti démocratique par rapport à l'énergie nucléaire, mais ce parti se garde bien d'aller dire aux travailleurs de l'usine d'eau lourde ce qu'ils pensent. Le NPD ne le leur dira pas. Toutefois, au mois de février 1981, il a été décidé de transférer le titre des réserves d'uranium de 300 millions de dollars que possédait le gouvernement du Canada à Eldorado Nucléaire Limité. Le Comité est convenu au mois de janvier 1981 de demander au Parlement d'approuver l'allègement de la dette de l'Énergie atomique du Canada de 822.7